

Les tourments d'Henri Bourassa

Une nouvelle biographie consacrée au fondateur du Devoir dépeint un homme décidé à défendre ses idées

18 décembre 2013 | Jean-François Nadeau | Livres



Photo : Daigneault/Collection Anne Bourassa/Musée Stewart
Photographie du fondateur du journal *Le Devoir*, Henri Bourassa, vers 1910.

Dans *Le fascinant destin d'un homme libre (1868-1914)*, premier tome de ce qui apparaît comme la meilleure biographie d'Henri Bourassa publiée à ce jour, l'historien Réal Bélanger propose de réexaminer l'histoire du fondateur du *Devoir*.

En 1900, à la veille de sa réélection au Parlement d'Ottawa, Henri Bourassa ne se fait pas d'illusion quant à son avenir politique. L'année précédente, il a démissionné du gouvernement de Wilfrid Laurier pour protester contre l'engagement du Canada dans la guerre impériale des Boers menée en Afrique du Sud. Bourassa

écrit : « *L'avenir me paraît très incertain ; les hommes et les partis sont à la nage — les uns disent que c'est creux, les autres, qu'il n'y a pas d'eau. Je ne voudrais effrayer personne sans raison et d'un autre côté je ne veux pas contribuer, même avec beaucoup d'autres, à faire noyer personne.* » Mais, ajoute-t-il, « *l'obéissance aveugle aux chefs, aux partis et même aux courants populaires ne m'a jamais paru une raison suffisante pour me faire accepter ce que je crois un mal sérieux et un danger réel* ».

Lui ne flotte pas en apesanteur dans l'éther que respirent tous les députés tenus en laisse au nom de la discipline de parti. Il tient à défendre ses idées. Et il en a les moyens politiques. « *Il jouit d'un charisme et d'une prestance exceptionnels* », rappelle son biographe en entrevue.

On le croit riche. Il ne l'est pas. C'est d'ailleurs une des surprises révélées par ce travail historique de facture très classique : l'inquiétude persistante de Bourassa quant à sa capacité de survivre grâce à ses maigres revenus. Reste qu'il défend à tout prix le fait d'être indépendant, quitte pour cela à devoir faire l'impasse sur sa carrière d'homme politique.

« *Wilfrid Laurier lui avait dit qu'il serait un jour premier ministre du Canada* », rappelle l'historien Réal Bélanger, auteur de plusieurs livres consacrés à cette période de l'histoire. Mais ce jeune célibataire élu maire de Montebello dès l'âge de 21 ans n'arrive pas à supporter d'être tempéré.

Petit-fils du révolutionnaire Louis-Joseph Papineau, Henri Bourassa n'a pas les idées avancées de son illustre devancier. Il loge plutôt du côté des ultramontains et accepte la primauté du pape sur l'ensemble de l'activité humaine. De son aïeul patriote, Bourassa possède à tout le moins la fougue et la vivacité d'esprit.

L'indépendance

En 1896, l'année où il est élu dans le gouvernement libéral de

Wilfrid Laurier, il écrit : « *Nous sommes de loyaux citoyens britanniques ; nous sommes prêts à maintenir notre allégeance à l'Angleterre tant que le moment ne sera pas venu où nous devons jouir de nos droits de nation.* » Son programme politique est là, en bonne partie. Dans l'idéal, Bourassa souhaite un Canada vraiment indépendant, tenu loin des affaires de l'Empire. Le Canada anglais lui en tiendra rigueur rageusement.

Lui qui s'inspire de la résistance irlandaise et qui connaît la politique d'Angleterre jusque dans ses détails va se dresser à nouveau contre l'Empire lorsque le Canada est appelé à financer de nouveaux navires de guerre. Son anticolonialisme sera aussi à la base de ses réactions lors de la Première et de la Seconde Guerre mondiale.

Deux traits forts caractérisent sa pensée. D'abord, il est catholique, terriblement catholique. Ce qui lui permet par exemple de donner la réplique, le 10 septembre 1910, à Monseigneur Bourne, archevêque de Westminster, venu dire à Montréal que la langue de la foi en Amérique sera désormais l'anglais. Bourassa, dans ce qui sera appelé le « *discours de Notre-Dame* », tonne contre lui. Le souvenir de son génie d'orateur lors de cet événement est entretenu par l'étude obligatoire de ce discours par des générations d'étudiants canadiens-français.

Ensuite, il y a chez Bourassa une vive défense de la langue française, indissociable à ses yeux de la religion. Devant les lois iniques qui fleurissent alors contre les francophones dans l'Ouest canadien, Bourassa s'insurge, tonne, rugit. Il a des réflexes semblables devant les mises en échec que vivent les minorités françaises de la Nouvelle-Angleterre. Mais sa défense des siens glisse parfois bien près de la haine de ceux qui se retrouvent mieux traités qu'eux. Il utilise parfois, écrit l'historien, « *des mots qui frisent la xénophobie et l'intolérance* ». Le biographe ajoute : « *Il faut dire que l'immigration en provenance des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Europe centrale et orientale se poursuit de plus belle* », dans un système organisé pour éradiquer tout à fait le français de l'Ouest canadien.

« *Entre 1901 et 1911, certains avancent l'arrivée de 1 500 000 immigrants* », note Réal Bélanger. Le Canada compte alors un peu plus de 5 millions d'habitants.

Le 10 janvier 1910, *Le Devoir* est lancé. Ce nouveau-né, personne ne lui donne longtemps à vivre. C'est un journal de combat. Un autre. Et chacun sait que ces journaux-là ne font pas de vieux os. Et pourtant, *Le Devoir* dure. Pourquoi ? En raison notamment du caractère trempé comme l'acier de son fondateur et du souci qu'il a de léguer une structure qui veille et perpétue farouchement son indépendance.

Que souhaite faire Bourassa avec cette nouvelle feuille ? Il le dit en éditorial. Le directeur veut promouvoir des idées, au nom d'une conception morale qui est la sienne. « *Pour assurer le triomphe des idées sur les appétits, du bien public sur l'esprit de parti, il n'y a qu'un moyen : réveiller dans le peuple, et surtout dans les classes dirigeantes, le sentiment du devoir public sous toutes ses formes : devoir religieux, devoir national, devoir civique.* »

Bourassa voit large, parfois avec des idées très étroites. À la fin de l'année 1910, lorsque le fondateur du *Devoir* se rend en Europe pour cinq semaines, Réal Bélanger signale qu'il accorde une entrevue à *La Libre Parole*, sans souligner toutefois qu'il s'agit d'une feuille ultraréactionnaire et nationaliste animée par un antisémite bouillant nommé Édouard Drumont. Chez lui, Bourassa pactise déjà volontiers avec *La Vérité* de Jules-Paul Tardivel, un journal à l'esprit de clocher tout aussi nauséabond. De tout cela et d'autres côtés sombres sans doute, Réal Bélanger entend traiter dans un second tome à venir, tout en sachant parfaitement bien que certains aspects de la pensée de Bourassa changent avec le temps.

Publié aux Presses de l'Université Laval, *Henri Bourassa, le fascinant destin d'un homme libre* s'arrête à 1914, après près de cinq cents pages. Il s'arrête là où une époque s'achève pour laisser place au véritable XXe siècle. Joint au téléphone, l'historien

Réal Bélanger affirme avoir amassé une montagne de documents pour écrire le second versant de l'existence du fondateur du *Devoir*. « *Mais ce ne sera pas prêt avant un bon bout de temps encore.* »